

# Obstacles à l'adoption des capacités d'énergie renouvelable en Afrique subsaharienne

## Note de Politique

Open Capital

02/25

# RECOMMANDATIONS

Plusieurs défis ont freiné la croissance de l'adoption des capacités en énergies renouvelables en Afrique subsaharienne (ASS). Ces défis peuvent être regroupés en trois catégories : les obstacles réglementaires, financiers et techniques. Les interventions proposées pour y répondre comprennent :

## 1. *Interventions politiques et réglementaires*

- Renforcer les institutions locales de plaidoyer en les formant aux techniques de lobbying auprès des gouvernements pour la mise en œuvre de politiques efficaces, en mettant en avant les bénéfices à court et long terme.
- Soutenir les gouvernements et les blocs régionaux dans l'élaboration et la mise à jour des politiques d'énergies renouvelables en s'appuyant sur les meilleures pratiques à travers le continent, en aidant à la rédaction et à l'application de politiques éprouvées en matière de production d'énergie renouvelable

## 2. *Interventions financières:*

- Mettre en place un fonds de dette rotatif dédié, destiné à octroyer des financements concessionnels et à long terme au secteur commercial et industriel (C&I), souvent sous-financé par les bailleurs traditionnels alors qu'il présente pourtant des avantages notables en matière d'accès/de fiabilité énergétique, ainsi qu'un meilleur retour sur investissement (ROI).
- Concevoir et déployer des mécanismes de réduction des risques (tels que des garanties) à l'intention des établissements de crédit, afin de mobiliser davantage de capitaux privés dans le secteur, en particulier au bénéfice des solutions C&I. En effet, les produits de couverture des risques financés par les bailleurs sont généralement orientés vers des technologies ou projets domestiques de petite échelle, peu adaptés aux besoins spécifiques des projets commerciaux et industriels.

## 3. *Interventions techniques :*

- Collaborer avec les organismes de normalisation et de certification afin d'élaborer et de faire appliquer des normes claires pour les produits liés aux énergies renouvelables, permettant ainsi une différenciation aisée des équipements de haute qualité sur le marché.
- Analyser la littérature existante sur le secteur des énergies renouvelables et commander la production de nouveaux rapports spécialisés, visant à combler les lacunes critiques en matière de connaissances et à formuler des recommandations concrètes et opérationnelles.

# Introduction

L'accès à l'énergie et la fiabilité de l'approvisionnement demeurent des défis majeurs en Afrique subsaharienne (ASS), où seulement 47 % de la population dispose d'un accès à l'électricité – un chiffre bien inférieur à la moyenne mondiale de 90 %. Cette faible accessibilité énergétique s'explique en grande partie par une couverture insuffisante des réseaux électriques, notamment en milieu rural, privant ainsi des millions de personnes de services énergétiques de base. L'accès à l'énergie varie considérablement d'un pays à l'autre en Afrique subsaharienne, nombre de gouvernements faisant face à l'absence de politiques énergétiques robustes et cohérentes, nécessaires pour promouvoir et soutenir efficacement le développement du secteur. Cette fragilité structurelle se traduit souvent par un réseau électrique déficient. La demande énergétique, stimulée par la croissance démographique et l'industrialisation, devrait continuer de croître, risquant ainsi d'aggraver le déficit d'accès à l'énergie si des mesures urgentes ne sont pas prises.

Les énergies renouvelables offrent aux pays d'Afrique subsaharienne une opportunité historique de bâtir des systèmes énergétiques durables, propres et fiables, capables de répondre aux besoins croissants de leurs populations. Le secteur des énergies renouvelables en ASS s'appuie sur un éventail diversifié de ressources, incluant l'énergie solaire, éolienne, hydraulique, géothermique, ainsi que les technologies de bioénergie et de biomasse.

En exploitant pleinement leur immense potentiel en énergies renouvelables, les pays d'Afrique subsaharienne pourraient générer des bénéfices économiques, sociaux et environnementaux considérables, transformant durablement les conditions de vie de leurs citoyens. Parmi ces retombées positives figurent l'accélération de la croissance économique et la création d'emplois, des améliorations sanitaires notables, une extension de l'accès à l'énergie dans les zones rurales, ainsi qu'un renforcement de la résilience climatique et de la protection de l'environnement.

La présente note d'orientation met en lumière les principaux acteurs publics et privés impliqués dans l'écosystème des énergies renouvelables, analyse leur rôle, et tire les enseignements des opérations existantes. Elle identifie également les principaux obstacles freinant l'adoption rapide des solutions renouvelables et propose des interventions ciblées, visant à fournir des recommandations opérationnelles concrètes à l'ensemble des parties prenantes.

## Obstacles au Développement des Solutions d'Énergies Renouvelables

Cette section analyse les principaux freins au développement des énergies renouvelables en ASS, répartis en trois grandes catégories : politiques, financiers et techniques. Parmi ceux-ci, les obstacles d'ordre politique et réglementaire sont les plus prégnants et créent souvent une forte incertitude pour les investisseurs et limitant ainsi la participation du secteur privé. Les barrières financières restreignent l'accès au capital pour les acteurs du secteur tandis que les obstacles techniques freinent l'essor des solutions énergétiques renouvelables.

### › **Obstacles Politiques et Réglementaires :**

- › *Application incohérente des lois et niveaux élevés de corruption* : Dans de nombreux pays d'ASS, les politiques sont appliquées de manière inégale et leur mise en œuvre reste inefficace. Les cadres réglementaires encadrant le secteur des énergies renouvelables peuvent

être contournés ou appliqués de manière sélective en fonction d'intérêts politiques, de pratiques de corruption ou de relations personnelles. Cette situation conduit à un détournement des financements au profit de projets d'énergies non renouvelables et à une marginalisation systématique du secteur des renouvelables. Par exemple, en Ouganda, la centrale hydroélectrique de Bujagali a été entachée de cas de mauvaise gestion financière et de corruption, faisant passer le coût du projet de 580 millions à 1,3 milliard de dollars<sup>1</sup>.

- › *Intérêts établis* : Dans certains pays, des intérêts puissants liés aux industries des énergies fossiles ou conventionnelles ralentissent activement la transition vers des solutions énergétiques plus propres. Dans des pays comme le Bénin, des familles influentes ayant des intérêts économiques dans les combustibles fossiles ou d'autres sources d'énergie traditionnelles mènent des actions de lobbying contre les politiques en faveur des énergies renouvelables freinant les avancées et rendant plus difficile l'investissement public dans les projets d'énergie propre.<sup>2</sup>
- › *Volatilité des politiques publiques* : Les changements fréquents de politiques, souvent dictés par des priorités gouvernementales fluctuantes, génèrent de la confusion parmi les acteurs de mise en œuvre et découragent les investissements externes en augmentant la perception du risque. Dans certains pays, les gouvernements modifient régulièrement leurs stratégies d'électrification, passant d'une priorité accordée à l'extension du réseau à une promotion des solutions hors réseau (off-grid), créant ainsi incertitude et instabilité pour les développeurs de projets.

#### › **Barrières Financières:**

- › *Perception élevée du risque par les investisseurs* : Les investisseurs étrangers considèrent souvent les projets d'énergies renouvelables en ASS comme présentant un risque élevé, en raison de l'incertitude politique et réglementaire, de l'instabilité économique, des défis inhérents aux modèles économiques ainsi que des risques spécifiques aux entreprises locales. Pour réussir la transition vers une énergie propre, il est estimé qu'un investissement de 70 milliards de dollars sera nécessaire sur l'ensemble du continent africain d'ici 2030.<sup>3</sup>
- › *Flux de financements internationaux inégaux* : L'accès aux financements internationaux varie fortement d'un pays à l'autre, en fonction de facteurs commerciaux, économiques, d'impact et politiques. Cette disparité limite le développement de certaines régions, comme l'Afrique centrale, qui n'attire que 2 % des financements internationaux. Des pays affichant peu de progrès dans le secteur des énergies renouvelables, tels que le Soudan du Sud et le Tchad, peinent ainsi à sécuriser des investissements, ce qui les exclut des initiatives majeures en matière d'énergies renouvelables.<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> Center for Public Impact, The Bujagali Dam Project in Uganda, <https://centreforpublicimpact.org/public-impact-fundamentals/the-bujagali-dam-project-in-uganda/>

<sup>2</sup> Oxford Academic, Renewable Energy in Benin: Current Situation and Future Prospects, 2023, <https://doi.org/10.1093/ce/zkad039>.

<sup>3</sup> IEA, Africa Energy Outlook, 2022, <https://iea.blob.core.windows.net/assets/220b2862-33a6-47bd-81e9-00e586f4d384/AfricaEnergyOutlook2022.pdf>.

<sup>4</sup> AfDB, Financing a Just Transition in Africa: Challenges and Opportunities, [https://www.afdb.org/sites/default/files/2022/12/09/financing\\_a\\_just\\_transition\\_in\\_africa-challenges\\_and\\_opportunities\\_final\\_1\\_2.pdf](https://www.afdb.org/sites/default/files/2022/12/09/financing_a_just_transition_in_africa-challenges_and_opportunities_final_1_2.pdf).

---

## Note de politique

- › *Coûts élevés de mise en place et d'exploitation* : La construction de grandes infrastructures d'énergies renouvelables, telles que les centrales hydroélectriques ou solaires, nécessite des investissements initiaux très importants. Ces projets engendrent également des coûts indirects substantiels, notamment pour le stockage de l'énergie, les systèmes de surveillance et la maintenance continue. Ces dépenses élevées rendent les projets de grande envergure souvent inabordables et limitent leur déploiement et leur adoption dans de nombreux marchés<sup>5</sup>.
  
- › **Barrières Technique:**
  - › *Infrastructures inadéquates et modernisations limitées* : Le déploiement des énergies renouvelables est souvent entravé par un investissement insuffisant dans le développement d'infrastructures spécifiquement dédiées à la production d'énergie propre. Les infrastructures mal conçues, combinées à un sous-financement de leur maintenance, entraînent une baisse significative de leur efficacité et limitent la performance des projets existants.
  - › *Invasion de produits de qualité inférieure* : L'absence de normes techniques claires et uniformes pour les technologies d'énergies renouvelables favorise l'entrée sur le marché de produits de qualité médiocre, tant pour les usages domestiques que pour les applications commerciales et industrielles. En l'absence de critères de qualité définis, de nombreux équipements tombent rapidement en panne, érodant la confiance des consommateurs et freinant l'adoption à grande échelle des solutions d'énergie renouvelable.<sup>6</sup>
  - › *Complexité des projets* : L'absence de spécifications techniques standardisées complique la conception, l'acquisition et l'exécution de projets de grande ampleur, tels que les fermes solaires. À titre d'exemple, le projet géothermique de Corbetti en Éthiopie a connu des retards importants en raison d'incohérences dans les normes techniques, ce qui a allongé les négociations et provoqué des inefficiences dans la mise en œuvre.<sup>7</sup>

## Interventions potentielles

Les interventions présentées ci-après sont des initiatives envisageables pouvant être portées par une variété d'acteurs de l'écosystème — allant des gouvernements aux bailleurs de fonds, en passant par les acteurs du secteur privé.

### Interventions Politiques et Réglementaires

---

<sup>5</sup> IMF, Harnessing Renewables in SSA: Barriers, Reforms and Economic Prospects, 2024, <https://www.imf.org/en/Publications/staff-climate-notes/Issues/2024/10/08/Harnessing-Renewables-in-Sub-Saharan-Africa-Barriers-Reforms-and-Economic-Prospects-555077>.

<sup>6</sup> Efficacy News, Solar Products Flood Zambian Market with Low-quality Concerns, <https://efficacynews.africa/2024/08/08/solar-products-flood-zambian-market-with-low-quality-concerns/>.

<sup>7</sup> IRENA, Key Enablers to Triple Renewables by 2030: Skills and Capacities, 2024, <https://www.irena.org/News/articles/2024/Jul/Key-Enablers-to-Triple-Renewables-by-2030-Skills-and-Capacities>.

---

## Note de politique

***Soutenir les groupes de plaidoyer locaux, tels que les organisations de la société civile et les associations professionnelles, pour transformer les contributions de leurs membres en réformes politiques concrètes*** : Les groupes de plaidoyer, y compris les organisations de la société civile et les associations professionnelles, jouent un rôle crucial dans la création d'un espace de dialogue ouvert pour partager les défis et proposer des solutions dans des domaines stratégiques. Leur action vise à impulser un changement systémique en engageant un dialogue actif avec les principales parties prenantes, notamment les décideurs politiques et les institutions financières, afin d'influencer et de structurer l'écosystème dans son ensemble.

***Soutenir les gouvernements dans l'élaboration et la mise à jour des politiques en matière d'énergies renouvelables et collaborer avec les blocs régionaux pour promouvoir une harmonisation plus large des cadres politiques*** : Les organisations internationales de développement peuvent mettre à profit leur expérience multi-pays et leur expertise sectorielle pour encourager les décideurs politiques à adopter et actualiser les politiques nécessaires au développement du secteur. Ces organisations devraient fournir un soutien financier en parallèle d'un appui technique, afin de renforcer l'adhésion des gouvernements locaux. Les efforts devraient porter en priorité sur l'introduction et la révision de politiques à fort impact immédiat, par exemple, l'exonération temporaire de droits de douane sur les produits liés aux énergies renouvelables et l'instauration de tarifs de rachat garantis (feed-in tariffs) assurant aux développeurs des débouchés stables sur le long terme à des tarifs rentables.

***Favoriser le partage de connaissances et renforcer les capacités des agences nationales de l'énergie afin d'accroître leur engagement en faveur des énergies renouvelables et de créer un environnement propice à une réforme politique positive*** : Les bailleurs de fonds peuvent contribuer à résoudre ces défis en finançant des programmes de partage de connaissances et de renforcement des capacités dans les pays d'Afrique subsaharienne ayant démontré un engagement clair envers le secteur des énergies renouvelables (par exemple, à travers des financements et des politiques dédiés). Le partage de connaissances devrait proposer une vision intégrée des contributions possibles des différentes technologies renouvelables à l'amélioration de l'accès et de la fiabilité du réseau national, en insistant sur les politiques nécessaires pour favoriser leur adoption. Il devrait également inclure des formations ciblées sur l'analyse, la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques.

## Interventions Financières

***Mettre en place un fonds de dette renouvelable dédié, destiné à offrir des financements concessionnels et de long terme au secteur commercial et industriel (C&I)*** : Pour combler les lacunes de financement évoquées précédemment, il est essentiel d'injecter du capital concessionnel afin de stimuler les prêts commerciaux à destination des développeurs de projets et des consommateurs du secteur C&I. Ainsi, les institutions de financement du développement (IFD), avec l'appui de bailleurs de fonds (notamment sous forme de dons), pourraient établir un mécanisme de dette concessionnelle destiné à atténuer les risques liés au prêt. Ce fonds offrirait aux acteurs du secteur C&I des financements de grande valeur, accessibles (à faible taux d'intérêt) et assortis de modalités de remboursement flexibles, conçues pour leur permettre de réaliser des retours économiques sur des horizons temporels plus longs.

***Concevoir et lancer des instruments de mitigation des risques (par exemple, garanties) pour catalyser la mobilisation de capitaux privés*** : Des outils de réduction des risques, tels que les garanties de crédit et de première perte, peuvent accroître la confiance des financiers du secteur privé dans les projets d'énergies renouvelables C&I. Les fournisseurs de garanties, généralement des IFD, devraient collaborer directement avec les financiers et les développeurs de projets intéressés afin de co-concevoir des instruments de couverture adaptés, en convenant ensemble des critères d'investissement et de développement de portefeuille.

**Collaborer avec les institutions financières pour orienter et soutenir le lancement de produits financiers sur mesure, améliorer les évaluations de risque pour les projets d'énergies renouvelables, et élaborer des outils pédagogiques sur les bénéfices financiers et d'impact de ces projets** : Les bailleurs de fonds et les IFD peuvent s'associer à des institutions financières à fort potentiel souhaitant étendre leur portefeuille de prêts dans le secteur des énergies renouvelables. Ces partenariats devraient viser à offrir un soutien technique et pratique, financé de manière ciblée, pour faciliter la création de produits financiers adaptés ainsi que l'amélioration des processus internes, tels que les modèles d'évaluation des risques spécifiques aux projets d'énergies renouvelables.

## Interventions Techniques

**Soutenir la création de centres de test et de certification pour les technologies d'énergies renouvelables afin d'améliorer la qualité et la fiabilité des équipements disponibles sur le marché** : Un soutien stratégique pourrait être apporté à la mise en place de centres de certification nationaux ou régionaux, capables de tester et valider la conformité des produits aux normes techniques. Cela permettrait de limiter la pénétration d'équipements de mauvaise qualité sur le marché, renforcerait la confiance des consommateurs et des investisseurs, et encouragerait une adoption plus large des solutions d'énergies renouvelables, tant pour les usages résidentiels que commerciaux.

**Investir dans le renforcement des capacités techniques locales pour la conception, l'installation, l'exploitation et la maintenance des infrastructures d'énergies renouvelables** : Le développement d'un vivier de techniciens qualifiés est essentiel pour assurer le succès des projets d'énergies renouvelables à long terme. Les bailleurs de fonds, les gouvernements et le secteur privé devraient financer des programmes de formation professionnelle axés sur les compétences techniques clés : ingénierie, installation, maintenance et gestion d'installations renouvelables, incluant les systèmes solaires photovoltaïques, les mini-réseaux, et les installations biomasse.

**Développer des plateformes de partage de connaissances techniques pour améliorer l'efficacité, la standardisation et la reproductibilité des projets** : Il est crucial de favoriser la création de plateformes de collaboration régionale et internationale pour partager les meilleures pratiques techniques, les standards de projet, ainsi que les innovations en matière de conception et d'exploitation d'infrastructures renouvelables. Ces plateformes permettraient aux développeurs, ingénieurs, décideurs publics et financiers d'accéder à des ressources techniques éprouvées, d'accélérer la standardisation des projets et de renforcer la qualité globale des opérations.

## Conclusion

Les énergies renouvelables offrent une opportunité manifeste pour les pays d'Afrique subsaharienne de mieux répondre aux déficits d'approvisionnement énergétique tout en générant des bénéfices environnementaux substantiels. Malgré ce potentiel considérable, l'adoption à grande échelle des solutions renouvelables reste freinée par plusieurs obstacles, notamment des politiques publiques défavorables, un accès limité aux financements et des contraintes techniques persistantes.

Bien qu'un ensemble d'acteurs collabore déjà pour faire avancer la production d'énergie renouvelable, certains segments comme celui du commercial et industriel (C&I) demeurent souvent insuffisamment soutenus. Les parties prenantes de l'écosystème doivent donc intensifier leur collaboration afin de stimuler les avancées en matière de politiques publiques, de solutions financières et de capacités techniques. Cela permettra non seulement de favoriser l'émergence de politiques plus

## Note de politique

cohérentes et attractives, mais aussi de mobiliser davantage d'investissements à travers divers segments de consommateurs, régions et catégories démographiques.

## Impressum :

### **Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.**

Anja Berretta  
Responsable Programme Régional Économie - Afrique  
[Anja.Berretta@kas.de](mailto:Anja.Berretta@kas.de)

Éditeur : Fondation Konrad-Adenauer e. V., 2023, Berlin  
Mise en page : Prénom Nom, Fondation Konrad-Adenauer e. V.  
Crédits images : p. 3 John Doe, p. 4 Julia Mustermann  
(Veuillez respecter les conditions de licence fixées par le fournisseur)

Réalisé avec le soutien financier de la République fédérale d'Allemagne (uniquement en cas d'impression).

La présente publication de la Konrad-Adenauer-Stiftung e. V. est exclusivement destinée à des fins d'information. Elle ne peut être utilisée par des partis politiques ni par des candidats ou soutiens à une campagne électorale à des fins de propagande électorale. Cette restriction s'applique aux élections fédérales, régionales, locales ainsi qu'aux élections au Parlement Européen.



Le texte de cette publication est sous licence Creative Commons Attribution "Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0 International", CC BY-SA 4.0 (<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/legalcode.de>)